



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Comité de la coopération économique régionale

Huitième session  
14-16 mars 2001  
Bangkok

**EXAMEN DES QUESTIONS SUIVANTES : INTÉGRATION DES ACTIVITÉS  
INDUSTRIELLES AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET MONDIAL :  
PERSPECTIVES ET ENJEUX (RÉUNION-DÉBAT)**

[Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire]

*Note du secrétariat*

**RÉSUMÉ**

Le présent document examine l'évolution récente du secteur industriel dans la région de l'Asie et du Pacifique, dans le contexte de la crise économique des dernières années et du processus actuel de mondialisation et de libéralisation. Il propose également une appréciation critique des perspectives de promouvoir l'intégration des activités industrielles aux échelons régional et mondial, en analysant les tendances du commerce international, des investissements et des technologies de l'information.

Il suggère un certain nombre de mesures essentielles à prendre à l'échelon national et à l'échelon régional pour aider les pays à promouvoir l'intégration des économies et des activités industrielles aux niveaux régional et mondial afin d'éviter leur marginalisation dans le processus général de mondialisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
INTRODUCTION .....	1
I. ACTUALITÉ RÉGIONALE ET MONDIALE RÉCENTE: CONSÉQUENCES DE LA MONDIALISATION POUR LE PROGRÈS INDUSTRIEL ET L'INTÉGRATION DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DES PAYS ASIATIQUES.....	3
A. Problèmes et perspectives de la mondialisation pour le progrès industriel dans les pays en développement induit par le commerce international, les investissements et les technologies de l'information .....	3
B. Intégration des activités industrielles par la création de capacités et de liaisons sur le marché international.....	8
II. PROBLÈMES FUTURS ET MESURES À PRENDRE EN FAVEUR DU PROGRÈS ET DE L'INTÉGRATION INDUSTRIELS .....	9
A. Mesures à l'échelon national.....	9
B. Mesures à l'échelon régional.....	13

## INTRODUCTION

1. Le présent document décrit d'abord le comportement général de l'économie et du secteur industriel dans la région de l'Asie et du Pacifique, sur l'arrière plan du processus en cours d'intégration et de mondialisation des activités économiques. Vient ensuite une brève analyse de la crise économique, de ses causes et de ses conséquences, centrée spécialement sur l'évolution industrielle et technologique. Puis, l'étude met en évidence les problèmes que le phénomène de mondialisation soulève dans les domaines de l'industrie, du commerce international et des investissements, la nécessité d'établir des liens sur les marchés et spécialement d'encourager de tels liens dans le cadre même du processus de mondialisation et de libéralisation, et l'intégration des économies aux niveaux mondial et régional. En conclusion, le document expose des recommandations sur les mesures que les pays doivent prendre pour pouvoir participer avec succès au processus de mondialisation et promouvoir efficacement l'intégration des activités industrielles aux niveaux mondial et régional.

### **Observations générales sur le développement économique dans la région de l'Asie et du Pacifique avant et après la crise**

2. Dans de nombreux pays de la région de l'Asie et du Pacifique, une forte expansion animée par les exportations est apparue dans les années 80 et s'est poursuivie jusqu'au milieu des années 90. En particulier, les économies de l'Asie du Sud-Est et les nouvelles économies industrialisées, Hong Kong (Chine), Singapour, République de Corée et Province chinoise de Taiwan, ont bénéficié d'une vive croissance des exportations, d'abord fondée sur la production à forte intensité de main-d'œuvre, puis recentrée progressivement sur la production et l'exportation de biens et de services à haute valeur ajoutée, relativement plus capitalistiques.

3. Après plusieurs années de croissance industrielle dans certaines économies d'Asie de l'Est et du Sud-Est, le mouvement a subi un coup d'arrêt au milieu de l'année 1997. Tout d'abord, le baht thaïlandais a été dévalué; par contrecoup, les autres pays de la région ont subi des effets de contagion et les économies ont éprouvé de profondes perturbations macro-économiques. Les conséquences de la crise financière pour le développement industriel et technologique de l'Asie et du Pacifique ont été nombreuses mais les différents pays ont été inégalement touchés. Dans le secteur manufacturier, la crise a eu des effets variables d'un sous-secteur à l'autre. Il aurait été logique de penser que les secteurs exportateurs traditionnels seraient stimulés par la dévaluation des monnaies et qu'au contraire, les secteurs exportateurs avancés, tributaires de pièces et de composants importés, en souffriraient. Pourtant, tel n'a pas toujours été le cas. Même les exportations traditionnelles d'un grand nombre de pays atteints par la crise ont été freinées par la hausse générale du niveau des prix intérieurs provoquée par la dévaluation des monnaies et l'envolée des coûts des entreprises. En définitive, la plupart des pays victimes de la crise ont subi un double déclin de leurs exportations et de leurs importations en 1998<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> D'après les statistiques de la croissance des exportations et des importations publiées par la Banque asiatique de développement dans *Asian Development Outlook 2000* (Oxford University Press, 2000).

4 De leur côté, les industries travaillant pour la demande intérieure ont été touchées, elles aussi, dans la plupart des pays concernés car la demande intérieure s'est contractée considérablement sous l'effet des taux d'intérêt élevés, de l'inflation et des pertes de revenu provoquées par les licenciements massifs et les fortes baisses des salaires. À cause de la contraction brutale de la demande sur le marché intérieur, ce sont non seulement les grandes entreprises mais aussi les petites et moyennes entreprises (PME) qui ont été atteintes et le problème du chômage s'est encore aggravé.

5. L'effet de la crise sur l'investissement étranger direct a été moins net. Les investissements de cette catégorie ont en effet augmenté là où la situation politique du moment n'ajoutait pas à la gravité des difficultés économiques, tandis qu'ils ont diminué, notamment en Indonésie, lorsque les incertitudes politiques ont sérieusement entamé la confiance des investisseurs. Une étude de la CNUCED a constaté que les investisseurs étrangers déjà présents n'étaient guère découragés par la crise et que l'investissement étranger direct tourné vers l'exportation avait même augmenté, suivant l'importance des besoins d'importation<sup>2</sup>.

6. Les pays touchés par la crise ont appliqué rapidement des réformes structurelles de leur système financier et de leurs entreprises. À ce prix, certains d'entre eux étaient parvenus à obtenir une nette reprise économique et industrielle dès 1999. La République de Corée a réalisé ainsi un taux de croissance étonnamment élevé de 9 %, le plus fort dans la région. La plus grande économie, la Chine, qui n'a pas été profondément touchée par la crise, a maintenu un fort taux de croissance, légèrement inférieur, toutefois, à celui des années les plus récentes.

7. Les indications recueillies à l'heure actuelle permettent d'envisager des perspectives raisonnablement optimistes pour les nouvelles économies industrialisées et les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Cependant, rien ne laisse prévoir un retour aux taux de croissance élevés d'avant la crise. Il semble, au contraire, que la production se redressera progressivement car il reste de graves problèmes d'endettement et de sérieuses difficultés financières, et de nombreux secteurs ont toujours une capacité excédentaire, notamment l'automobile, les semi-conducteurs et la pétrochimie.

8. À la différence des pays membres de l'ASEAN, jusqu'aux années 80, les économies d'Asie du Sud, qui n'ont guère été touchées par la crise économique asiatique, se sont appuyées sur une protection massive de l'industrie assurée par les pouvoirs publics, accompagnée d'une politique de substitution aux importations. Le secteur public prédominait dans la plupart des pays. Une libéralisation et une privatisation modestes se sont produites en Inde et au Pakistan au début des années 80 mais il reste encore beaucoup à faire. Les quatre pays les moins avancés de la sous-région, le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives et le Népal, souffrent toujours des désavantages de leur situation géographique et d'autres difficultés. Une tentative de coopération sous-régionale a été faite dans le cadre de l'Association

---

<sup>2</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *World Investment Report 1998: Trends and Determinants* (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.98.II.D.5).

sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) mais n'a rencontré qu'un succès limité à cause des politiques introverties adoptées par la plupart des pays et en raison également des désaccords et des conflits politiques à l'intérieur des pays de la sous-région et entre eux.

9. Les économies d'Asie centrale (économies en transition), quant à elles, ont été aux prises avec un autre type de problème tout au long des années 90, cherchant à revitaliser leurs grands complexes industriels. Durant ces années, un grand nombre des pays de la sous-région ont entrepris une privatisation et une libéralisation économique massives pour tenter de sortir de la structure socialiste et d'adopter des méthodes de production et de distribution plus conformes aux mécanismes du marché. Cependant, ces économies ont eu une croissance industrielle négative d'année en année à cause de la profonde remise en ordre des systèmes économiques imposée par la transition et du maintien en usage de technologies dépassées pour la production industrielle.

10. Enfin, la plupart des pays en développement insulaires du Pacifique ont continué à dépendre de la production et de l'exportation de produits primaires. Hormis Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la plupart des économies de cette sous-région sont dépourvues de grandes industries et les perspectives que des activités de ce type se développent sont fort restreintes.

## **I. ACTUALITÉ RÉGIONALE ET MONDIALE RÉCENTE: CONSÉQUENCES DE LA MONDIALISATION POUR LE PROGRÈS INDUSTRIEL ET L'INTÉGRATION DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DES PAYS ASIATIQUES**

### **A. Problèmes et perspectives de la mondialisation pour le progrès industriel dans les pays en développement induit par le commerce international, les investissements et les technologies de l'information**

11. Comme indiqué plus haut, la reprise est amorcée aujourd'hui dans les pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie de l'Est. Leur capacité de soutenir la croissance et la possibilité, pour les autres pays de la région, d'atteindre des niveaux de croissance plus élevés, dépendront largement de leur degré d'intégration aux marchés mondiaux. La réussite à cet égard sera elle-même déterminée par les perspectives du commerce international, des investissements et de l'accès aux technologies de l'information, et par leur succès dans la participation aux liaisons du marché international à travers le développement des complémentarités. Les perspectives dans chacun de ces domaines sont analysées ci-après.

#### **1. Perspectives du commerce international et de l'intégration des activités industrielles**

12. Les perspectives du commerce international avec certains des grands pays du monde sont dominées par la récession traversée par le Japon qui est le principal partenaire commercial de la plupart des économies de la région. Cette situation provoque une baisse de la demande japonaise des biens manufacturés dans le reste de l'Asie. Elle a cependant une conséquence positive pour les pays en développement dans la mesure où la récession a contraint les sociétés transnationales japonaises à implanter la production de pièces détachées et de composants à l'étranger d'où elles sont réexportées vers le Japon.

13. Les États-Unis d'Amérique sont l'autre grand partenaire commercial de la plupart des pays de la région. Jusqu'à présent, le dynamisme de la demande aux États-Unis avait compensé les effets du repli de la demande au Japon pour les produits d'exportation des pays en développement de la région de l'Asie et du Pacifique. Si l'économie japonaise ne se redresse pas suffisamment pour compenser le ralentissement éventuel des exportations vers les États-Unis, les pays de la région ne pourront soutenir leurs activités d'exportation qu'en augmentant leurs échanges commerciaux intrarégionaux. Ce secteur du commerce international aura une importance d'autant plus grande que l'évolution de la situation économique en Europe est difficile à prévoir : le passage à la monnaie unique et les conséquences de la rigidité des marchés de l'emploi peuvent engendrer un désordre chaotique s'ils ne sont pas correctement gérés. Dans ce contexte, il est réconfortant d'observer que les perspectives pour la région envisagent une croissance rapide du commerce intrarégional qui stimulera la demande intérieure et fera augmenter les revenus<sup>3</sup>.

14. Il faut aussi tenir compte d'un autre élément important pour apprécier le potentiel du commerce international dans la région et les perspectives d'intégration des activités industrielles aux niveaux mondial et régional : l'application des accords issus des Négociations d'Uruguay, en particulier l'Accord sur les textiles et les vêtements, qui remplace de fait l'Arrangement multifibres, et l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Les accords sur le commerce des biens et services auront des répercussions multiples sur les économies de la région. Toutes les économies devront éliminer ou réduire les subventions et abaisser davantage encore les obstacles au commerce. Dans le cas des économies plus avancées, notamment les économies nouvellement industrialisées et, dans une certaine mesure, celles des pays de l'ASEAN, les accords d'Uruguay ne créeront guère de difficultés<sup>4</sup>. En pratique, la libéralisation du commerce international réalisée par les arrangements sous-régionaux comme la Zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA), va plus loin que le contenu des accords ci-dessus. Selon l'accord d'Uruguay sur les textiles, tous les contingents négociés au titre de l'Arrangement multifibres doivent être éliminés par étapes d'ici à 2005. L'abolition de ces contingents fera disparaître la protection dont bénéficiaient les producteurs moins efficaces de textiles et de vêtements et élargira l'accès potentiel aux marchés pour des pays comme le Bangladesh, la Chine, l'Inde et le Pakistan. De plus, le commerce mondial sera dynamisé également par l'application des accords de coopération économique Asie-Pacifique et l'ouverture de la prochaine série de négociations commerciales multilatérales au niveau mondial. Toutes ces circonstances pourraient stimuler l'intégration des économies aux activités économiques mondiales et régionales.

---

<sup>3</sup> Banque asiatique de développement, *Asian Development Outlook 2000* (Oxford University Press, 2000).

<sup>4</sup> Voir de plus amples détails dans CESAP, «*Integration into the multilateral trading system: the role of World Trade Organization*», chap. II, dans *Development through Globalization and Partnership in the Twenty-first Century: An Asia-Pacific Perspective for Integrating Developing Countries and Economies in Transition into the International Trading System on a Fair and Equitable Basis* (ST/ESCAP/2054).

15. Les arrangements commerciaux régionaux ne sont pas seulement des moyens de libéraliser les échanges commerciaux à l'échelon régional : ils sont aussi des instruments efficaces pour intégrer les économies dans l'intérêt mutuel des différentes activités économiques, dont la production industrielle. L'analyse économique montre que les arrangements commerciaux régionaux peuvent produire des avantages économiques nets pour leurs membres dans le sens où les effets de création d'échanges commerciaux l'emportent sur les effets de détournement des échanges. Tel est le cas si les obstacles extérieurs contre les non-membres sont maintenus à des niveaux modérés et s'abaissent progressivement. De plus, à mesure que l'intégration régionale avance, il devient de plus en plus évident que les mesures de facilitation du commerce international à l'échelon régional sont porteuses d'avantages considérables. Elles réduisent en effet le coût des exportations et des importations des biens manufacturés par-delà les frontières internationales et font disparaître les obstacles au commerce international non liés au franchissement des frontières. Peu à peu, les membres peuvent arriver à comprendre qu'il est possible d'augmenter encore les gains en améliorant l'affectation des ressources par la formation d'un marché unique qui englobe alors non seulement le commerce des biens manufacturés mais aussi celui des services et des facteurs de production. Une évolution dans ce sens facilitera grandement l'intégration des activités industrielles à l'échelon régional et ouvrira la possibilité d'une intégration mondiale<sup>5</sup>.

16. Dans le cas des pays moins avancés, cependant, l'application des accords d'Uruguay sera plus difficile car leurs industries auront encore besoin d'un certain nombre d'années avant de pouvoir entrer dans la concurrence sur les marchés mondiaux. Ces pays dépendent toujours de l'exportation de produits agricoles et autres produits primaires. Le commerce des produits agricoles en provenance des pays les moins avancés subit déjà les conséquences de la baisse des prix des produits de base et des pertes de productivité causées par les catastrophes naturelles, et des prélèvements tarifaires supplémentaires ralentiraient encore leurs échanges de produits agricoles. Aussi faut-il que la communauté internationale poursuive l'aide qu'elle procure à ces économies.

## **2. Perspectives d'augmentation des flux d'investissements et d'intégration des économies**

17. L'évolution de l'économie japonaise est l'un des principaux facteurs qui détermineront les perspectives d'investissement étranger direct dans la région et donc l'intégration des activités industrielles. On s'attend à ce que le Japon traverse une récession prolongée et soit contraint de réformer sa propre économie en profondeur. Il est difficile de prévoir si la situation provoquera une poussée des investissements japonais à l'étranger. À cause de la lente dépréciation du yen, les investissements à l'étranger deviennent de plus en plus onéreux pour les entreprises japonaises. Cependant, dans la mesure où les monnaies de la région ont tendance à évoluer parallèlement au yen, l'effet de la dépréciation n'est

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 98.

pas nécessairement très sensible. De plus, si les entreprises japonaises jugent que la récession risque de ralentir la demande intérieure au Japon, elles devront vendre à l'étranger, soit en exportant (avec plus de facilité à cause de la faiblesse du yen) soit par l'investissement étranger direct s'il est moins cher de produire à l'étranger que dans le pays.

18. Les perspectives d'expansion de l'investissement étranger direct dans les autres pays de la région semblent bonnes. Hong Kong (Chine), la République de Corée, Singapour et Province chinoise de Taiwan devraient continuer à investir dans les autres pays de la région. Même des économies moins développées, comme la Chine et l'Inde, augmentent rapidement leurs courants d'investissement étranger direct vers les autres pays de la région et aussi vers les économies développées. Selon toute vraisemblance, les déterminants des investissements seront moins la présence d'une main-d'œuvre à bas prix que l'accès aux marchés et l'existence de qualifications plus complexes et de meilleurs équipements d'infrastructure. Les pays qui ont réussi à renforcer leur avantage compétitif national en améliorant l'état des facteurs, notamment, tout en préservant la stabilité politique et économique, devraient bénéficier d'une expansion des investissements. L'investissement étranger direct délaissera également le secteur manufacturier au profit du secteur des services et de l'infrastructure (à l'exception de l'automobile). On s'attend à une augmentation rapide de l'investissement étranger direct des PME, particulièrement dans le secteur des services et en provenance de la région.

19. L'investissement étranger direct provenant des autres pays développés et en direction des pays de la région prendra de plus en plus la forme de fusions et d'acquisitions ainsi que de coentreprises et d'autres accords de coopération entre entreprises. La fermeté du dollar facilitera les investissements des États-Unis à l'étranger pour le moment, tandis que les investissements en provenance d'Europe dépendront largement des conséquences du passage à la monnaie unique pour les différentes économies européennes.

20. Si, de manière générale, la réglementation stricte des échanges commerciaux a conduit à utiliser l'investissement étranger direct en remplacement des exportations, il apparaît aujourd'hui qu'une forte corrélation existe entre le commerce et les investissements dans la mesure où la part des échanges intra-entreprises augmente tout comme l'intégration et le renforcement de la complémentarité dans le commerce international en général. Cependant, malgré la vaste libéralisation du régime des investissements qui s'est produite dans de nombreux pays, il reste des obstacles fondamentaux, particulièrement sous la forme de lois et règlements nationaux ambigus dont le respect n'est pas assuré concrètement, auxquels s'ajoutent les formalités et les lenteurs administratives en matière d'investissements, qui entravent les échanges intra-entreprises et l'intégration des économies. Ce problème est particulièrement marqué en Asie du Sud et dans les économies en transition. L'Accord sur les MIC est une tentative d'établir au moins un code de conduite et un régime internationaux de l'investissement étranger direct en excluant les conditions de contenu local.

21. L'investissement étranger direct est la principale source de financement extérieur pour plusieurs pays d'Asie et du Pacifique (bien que seul un petit nombre de pays figure parmi les grands destinataires de cette catégorie d'investissements) qui, ces dernières années, spécialement durant la crise financière, ont fait la preuve de leur plus grande stabilité. Les gouvernements de la région comprennent bien qu'il est important d'attirer l'investissement étranger direct parce qu'il encourage les échanges commerciaux, technologiques et d'informations et facilite l'intégration des activités industrielles. Cependant, dans plusieurs pays de la région, il faut adopter des politiques innovatrices et adapter l'infrastructure institutionnelle pour encourager les entrées d'investissement étranger direct et renforcer la compétitivité des économies de telle façon que le processus d'intégration puisse être un mécanisme utile et avantageux.

### **3. Perspectives du transfert et du développement des technologies, y compris les technologies de l'information**

22. Les tendances futures des flux de technologie vers la région de l'Asie et du Pacifique, et entre les pays qui la composent, dépendent largement des tendances du commerce international et des investissements dans la mesure où la technologie est transférée essentiellement par les échanges commerciaux ou par l'investissement étranger direct. De plus, le transfert de technologie dépend fortement de la capacité intérieure d'acquérir, d'absorber, d'adapter et de diffuser les technologies transférées. Une question importante, et qui pourrait tenir une place centrale dans les prochaines années, a trait au besoin d'adhérer aux accords internationaux et multilatéraux en matière de transfert de technologie, y compris l'adoption des normes ISO 9000 et 14 000, qui obligera à développer et à transférer des technologies écologiques. Les pays en développement qui n'adopteront pas ces normes s'exposeront probablement à une diminution de leurs exportations qui restreindra l'intégration des activités économiques industrielles des pays en développement à celles des pays développés.

23. L'adoption de l'accord sur les ADPIC a de profondes conséquences pour le transfert et le développement des technologies et pour l'intégration des activités industrielles dans la région. Tout en rendant plus difficile pour les pays en développement l'imitation des technologies en pratiquant l'ingénierie à rebours, cet accord facilitera les transferts de technologie associés aux investissements. Il allongera aussi le cycle du produit et améliorera le contrôle de la qualité.

24. Également, les progrès rapides des technologies de l'information ont des conséquences considérables pour le développement industriel et l'intégration des activités industrielles dans la région. En particulier, les technologies de l'information et des communications ouvrent des possibilités de développement industriel au moyen du commerce électronique. Pour les pouvoirs publics, cette évolution soulève le problème de l'ajustement des cadres de politique générale et de la réalisation d'investissements majeurs dans l'infrastructure indispensable pour tirer profit des technologies de l'information et des communications. En réalité, les pouvoirs publics n'auront pas toujours la possibilité

de régler tous ces problèmes à eux seuls et devront compter sur le transfert de technologies en provenance du secteur privé étranger de même que sur l'assistance technique des pays développés et des institutions multilatérales.

25. Il est incontestable que, sans une amélioration sensible de la compétitivité du secteur manufacturier, les économies ne peuvent pas être des partenaires efficaces dans le processus d'intégration aux niveaux régional et mondial. Pour renforcer la compétitivité internationale des pays en développement de l'Asie et du Pacifique, il faudrait adopter et créer des technologies nouvelles et innovatrices, y compris des technologies de l'information et des communications. À cette fin, il faudrait augmenter les investissements dans la recherche-développement et dans la valorisation des compétences.

26. Pour compléter le transfert de technologie, les pays devraient aussi concentrer leur attention sur le développement de technologies autochtones afin d'augmenter leur compétitivité et de promouvoir les exportations et l'intégration de leurs économies. De ce point de vue, les perspectives des pays les moins avancés ne sont guère encourageantes car ils sont à peu près dépourvus de base technologique et continuent à dépendre de l'assistance technique dans ce domaine. Toutefois, ces pays devraient bénéficier de la coopération sous-régionale et régionale actuelle et émergente qui facilite le partage des technologies par-delà les frontières par la coopération d'entreprise à entreprise. Ce domaine est particulièrement prometteur pour les PME qui rencontrent traditionnellement des difficultés d'accès aux technologies appropriées.

#### **B. Intégration des activités industrielles par la création de capacités et de liaisons sur le marché international**

27. Les perspectives de croissance des échanges commerciaux et des investissements dépendront aussi largement des moyens innovateurs que les pays appliqueront à la création de capacités, au renforcement de la concurrence et la création de liaisons sur les marchés. À mesure que les entreprises se mondialisent davantage, leurs interactions avec les autres entreprises se font plus intenses et plus complexes. Les entreprises interagissent avec les acheteurs, les fournisseurs, les prestataires de services et les concurrents. Cette interaction crée des liens horizontaux et verticaux. Les liaisons horizontales correspondent à la coopération d'entreprise à entreprise, et les liaisons verticales, aux rapports entre les PME et les grandes entreprises, y compris les sociétés transnationales. Les liaisons verticales sont celles qui seront les plus utiles aux entreprises internes, particulièrement aux PME des pays en développement. Elles permettent en effet aux PME de s'ancrer solidement dans la chaîne de la valeur ajoutée, qui dépasse de plus en plus les limites des pays. L'établissement de liaisons efficaces entre les PME et la grande industrie, notamment les sociétés transnationales, paraît être un élément crucial de la restructuration des économies. On a relevé à juste titre que la mondialisation et les nouvelles stratégies de production des entreprises transnationales ouvrent de nouvelles possibilités de créer des liens entre

ces entreprises et les PME mais que l'immense majorité des entreprises des pays en développement n'en fait pas usage et se prive ainsi des avantages qui pourraient en résulter pour le transfert de technologie, l'accès à l'information sur les marchés et l'accès aux moyens de financement. Aussi est-il essentiel de concevoir des programmes et des mesures capables de donner aux PME les moyens de devenir partenaires des sociétés transnationales et des autres grandes entreprises, de manière à faire avancer l'intégration des activités industrielles aux niveaux régional et mondial. Un tel objectif pourrait être atteint notamment par une exploitation plus systématique des possibilités de complémentarités industrielles dans différents secteurs. Ces possibilités existent notamment dans les secteurs des textiles et du vêtement, des machines électriques, de la radio, de la télévision et du matériel de communication, des machines informatiques et de comptabilité et des véhicules à moteur<sup>6</sup>.

## **II. PROBLÈMES FUTURS ET MESURES À PRENDRE EN FAVEUR DU PROGRÈS ET DE L'INTÉGRATION INDUSTRIELS**

28. L'exploitation des complémentarités et la promotion de l'intégration des activités industrielles pourraient conduire à une augmentation des échanges commerciaux et des investissements qui, à son tour, pourrait stimuler la création de liaisons sur le marché, le renforcement des capacités et l'amélioration de la compétitivité des économies. Toutefois, les pays n'utilisent pas pleinement ce potentiel à cause d'un certain nombre d'insuffisances de leurs politiques et en raison des contraintes institutionnelles qui s'imposent à eux. Les paragraphes qui suivent exposent plusieurs recommandations critiques sur des mesures nationales et régionales qui pourraient renforcer la coopération pour les complémentarités industrielles.

### **A. Mesures à l'échelon national**

#### **1. Stabilité macro-économique et ajustements structurels pour un usage efficace des ressources dans les complémentarités industrielles et l'intégration**

29. L'application d'une politique macroéconomique rationnelle est l'une des conditions essentielles d'un développement économique et industriel réussi. En l'absence d'une telle politique, il est difficile de réaliser des progrès industriels qui utilisent pleinement les ressources économiques.

30. La plupart des pays perçoivent clairement aujourd'hui que l'action entreprise par les pouvoirs publics pour favoriser le développement industriel doit se situer dans un contexte de stratégies tournées vers l'extérieur, d'ouverture et de priorité à la libre circulation des biens, des services et de l'information. Les industries qui ont perdu de la compétitivité sur les marchés mondiaux ne devraient pas être protégées à tout prix; au contraire, les ressources employées dans ces industries devraient être libérées pour qu'elles puissent être employées plus efficacement dans les industries dans lesquelles un pays

---

<sup>6</sup> Voir une analyse des autres secteurs qui ne sont pas étudiés dans le présent document dans ESCAP, *Utilizing Industrial Complementarities in an Era of Open Regionalism* (ST/ESCAP/1971).

dispose d'un avantage comparatif. Il est intéressant d'observer que l'une des principales sources de croissance industrielle au Japon, dans les économies nouvellement industrialisées et dans les autres pays d'Asie du Sud-Est réside dans la capacité de redéployer les ressources, particulièrement la main-d'œuvre. Ce redéploiement a d'abord pris la forme d'un transfert de main-d'œuvre de l'agriculture aux industries à forte intensité d'emploi, puis de ces industries aux activités manufacturières et aux services à forte intensité de qualification et de technologie.

31. En Asie du Sud, les marchés de l'emploi sont fortement réglementés et rigides. En Inde, la puissance des syndicats, les conditions strictes d'entrée et de sortie et l'intervention des pouvoirs publics dans la fixation des rémunérations par l'intermédiaire des conseils des salaires nuisent à l'utilisation efficace des ressources humaines. De plus, dans les pays d'Asie du Sud, les distorsions des prix des facteurs ont freiné l'apparition d'industries à forte intensité de main-d'œuvre capables d'absorber la main-d'œuvre provenant du secteur agricole et la main-d'œuvre urbaine sous-employées. Sans une atténuation des rigidités du marché de l'emploi, les pays d'Asie du Sud auront beaucoup de difficultés à développer leur secteur manufacturier et à promouvoir les complémentarités industrielles.

32. Comme on l'a déjà mentionné, pour que le développement industriel réussisse, l'encouragement des réformes économiques dans le sens du marché doit s'accompagner aussi de la fourniture continue par les pouvoirs publics des biens publics qui résultent d'une politique financière saine et de la bonne gouvernance. En d'autres termes, il faut que des réglementations prudentielles et des mécanismes de surveillance financière soient en place et que les pouvoirs publics en assurent le respect. Pour que les marchés concurrentiels fonctionnent, il faut garantir le respect des contrats, assurer la libre circulation de l'information et faire en sorte que les institutions juridiques exercent raisonnablement bien leurs fonctions. Il faut aussi garantir la liberté d'entrée et de sortie pour les entreprises. Il faut donc qu'il existe un mécanisme pour opérer la liquidation en bon ordre des sociétés en faillite et des banques insolvables. Il est nécessaire également d'apporter un soutien suffisant aux institutions financières qui rencontrent des problèmes passagers de liquidité.

## **2. Renforcer le développement du secteur privé pour la coopération entre les entreprises**

33. L'expérience de l'ASEAN au sujet de la promotion des complémentarités industrielles et de l'intégration régionale enseigne que l'utilisation des complémentarités industrielles devrait se fonder sur des initiatives privées et sur les forces du marché, sans intervention contraignante des pouvoirs publics. Sous l'effet des tendances actuelles à la mondialisation et à la libéralisation, les responsables publics comprennent aujourd'hui, le plus souvent, l'importance du rôle du secteur privé dans le développement économique et industriel et l'efficacité de la coopération d'entreprise à entreprise dans les échanges commerciaux interindustriels. Le commerce et les investissements, qui relèvent l'un et l'autre de l'activité du secteur privé, sont les principales forces qui soutiennent l'utilisation des complémentarités industrielles et la promotion de l'intégration des activités industrielles, et la prééminence du secteur privé

dans ces activités assure que cette utilisation s'opère efficacement. Pour élargir le champ ouvert aux entreprises privées, les pouvoirs publics doivent concentrer leur action sur la réduction des monopoles et la libéralisation des prix. L'un des principaux problèmes qu'ils devront régler sera de trouver le juste équilibre entre la promotion de la libéralisation pour favoriser l'expansion du secteur privé et l'établissement d'un cadre juridique approprié dans lequel les entreprises privées puissent fonctionner efficacement et coopérer pleinement.

### **3. Aligner la politique du commerce extérieur avec les politiques industrielles et macroéconomiques d'ensemble**

34. Il faut que les pays entreprennent la tâche importante de définir des stratégies nationales cohérentes dans lesquelles le régime du commerce international et les politiques pour la promotion des complémentarités industrielles s'épaulent mutuellement et soient cohérentes. Jusqu'à présent, il est arrivé souvent que la structure industrielle et le profil d'exportation des pays en développement soient en décalage l'une par rapport à l'autre, ne serait-ce que passagèrement, à cause des subventions et des régimes d'accès préférentiel aux marchés. Au contraire, dans la situation actuelle d'un commerce international hautement concurrentiel, encadré par des règles et où les marges préférentielles se sont effritées ou ne peuvent plus être obtenues sans réciprocité, il revient aux pays en développement de réaliser leur avantage concurrentiel en assurant la cohérence voulue dans leurs politiques commerciales, industrielles et financières.

### **4. Développement des petites et moyennes entreprises**

35. Ayant pris conscience des avantages que peuvent présenter les PME, les autorités de la quasi-totalité des pays en développement se sont engagées à promouvoir ces entreprises et ont lancé des programmes d'aide spécifiques à cette fin. Il ne faut cependant pas oublier que certaines mesures protectionnistes pour promouvoir les PME risquent d'introduire des distorsions dans les structures des prix intérieurs. Pour cette raison, les autorités et les organismes d'aide aux PME devraient encourager les entreprises à pratiquer concrètement la concurrence sur le marché libre pour renforcer leur efficacité dans le long terme. Il faut cependant que les pouvoirs publics procurent toute l'aide nécessaire aux PME pour promouvoir les liaisons entre elles et les grandes entreprises, à l'intérieur du pays et en dehors. Comme indiqué plus haut, il faut chercher davantage à établir des liens entre les PME et les grandes entreprises. Une aide devrait être fournie à titre prioritaire, particulièrement dans les domaines de la valorisation des compétences et de la modernisation technologique.

### **5. Promotion des investissements**

36. La politique de promotion des investissements, qui vise à utiliser l'avantage comparatif d'un pays et à attirer l'investissement étranger direct dans les secteurs où il est souhaitable, est importante pour amorcer un mode dynamique de développement industriel fondé sur les possibilités offertes par le

marché, intérieur ou international. Les décisions d'investissement basées sur des critères économiques objectifs, plutôt que sur la préoccupation de s'assurer une rente, ont toutes chances d'éviter la sélection de projets mal adaptés et d'encourager une saine croissance économique. La réglementation excessive des marchés de l'emploi et les contrôles stricts des capitaux imposés dans certains pays peuvent freiner les investissements et l'expansion de la production industrielle.

37. L'application d'une stratégie de promotion des exportations nécessite que les entreprises aient accès aux facteurs de productions importés, comme les matières premières et les biens d'équipement, aux prix du marché international. Une telle stratégie est donc conforme aux réformes de libéralisation du commerce international. Il est possible aussi d'attirer les entrées d'investissement étranger direct vers des zones économiques spéciales ou des zones de transformation pour l'exportation. Toutefois, pour renforcer le développement industriel et pour promouvoir l'intégration des activités industrielles, il est essentiel de créer des liens entre les entreprises qui travaillent pour l'exportation et les entreprises internes qui fournissent les différents facteurs de productions ou services nécessaires. Pour ces raisons, il faut rationaliser les obstacles tarifaires et non tarifaires.

## **6. Développement des technologies et valorisations des ressources humaines**

38. Les meilleurs moyens de réaliser les progrès technologiques indispensables aux complémentarités et au développement industriels sont probablement d'importer les biens d'équipement et les biens intermédiaires, de conclure des accords de licence et d'encourager les entrées d'investissement étranger direct. À l'échelle mondiale, près de 80 % des droits et redevances générés par le transfert de technologie viennent des échanges intra-entreprises. Une telle constatation démontre clairement l'importance de l'investissement étranger direct dans le transfert de technologie. Cependant, alors que l'investissement étranger direct restera un important instrument du transfert de technologie, les pays devront aussi veiller à créer leurs propres capacités de développer et d'adapter les technologies afin que les complémentarités industrielles puissent être encore étendues.

39. Les pays ont besoin d'affecter des ressources plus abondantes au développement et au transfert des technologies mais il faut aussi donner une attention prioritaire à la promotion des technologies de l'information et des communications.

40. Pour combler l'écart des connaissances et des qualifications et développer les capacités industrielles, il est indispensable de s'occuper de la valorisation des ressources humaines et d'assurer notamment un soutien public suffisant pour les divers niveaux d'éducation. Les programmes de valorisation des ressources humaines doivent être établis sur mesure pour répondre aux conditions et aux besoins particuliers de chaque pays. Il est évident, toutefois, que l'amélioration de la qualité de l'enseignement scientifique et technique est un élément central du développement industriel général et de la promotion des complémentarités entre les industries dans chaque pays. L'intégration des activités

industrielles et économiques ne sera possible que si des moyens et un environnement efficaces sont offerts pour dynamiser la créativité et l'innovation. Faute d'agir dans ce sens, les économies risquent d'être mises à l'écart de l'évolution mondiale et régionale.

## **7. Développement de l'infrastructure**

41. Le niveau de développement de l'infrastructure dans un pays détermine largement la vitesse à laquelle le développement industriel peut progresser. Les principaux services d'infrastructure comprennent l'électricité, les transports, les télécommunications et l'eau. Comme l'infrastructure est un bien public, les pouvoirs publics sont traditionnellement censés jouer un rôle central dans son développement. Cependant, ces dernières années, les investisseurs privés nationaux étrangers ont été encouragés à participer à la fourniture de l'infrastructure physique. Le démantèlement des monopoles des entreprises publiques et l'ouverture du secteur aux investissements privés correspondent à une tendance qui s'affirme. Cette évolution est particulièrement importante car, à la suite de la crise financière, les enveloppes des budgets publics pour le développement et l'entretien des moyens d'infrastructures ont été réduites dans de nombreux pays. Il faut faire en sorte que les réductions qui nuisent au développement industriel et aux complémentarités soient compensées par une augmentation des flux de capitaux privés pour le développement de l'infrastructure.

### **B. Mesures à l'échelon régional**

42. Étant donné que les forces de la mondialisation et de la libéralisation vont certainement s'accroître encore dans les années prochaines, il serait souhaitable et avantageux d'entreprendre une analyse approfondie des différents sous-secteurs manufacturiers émergents, spécialement dans les domaines fondés sur les ressources agricoles et sur les autres ressources, pour promouvoir les complémentarités aux échelons sous-régional, régional et mondial. Les organisations internationales et régionales doivent chercher particulièrement à promouvoir l'intégration régionale et mondiale des activités industrielles des pays les moins avancés et des économies en transition.

43. De plus, les pays, avec l'appui des organisations régionales et sous-régionales, peuvent entreprendre une action concertée pour utiliser davantage les complémentarités industrielles grâce à la promotion de «triangles de croissance». Il serait souhaitable de promouvoir ces triangles par des méthodes plus favorables au marché, ouvertes au secteur privé et tournées vers l'extérieur. Les caractéristiques essentielles d'un dispositif capable de réussir comprendraient la proximité géographique, les différences dans la dotation respective en facteurs de production, l'ouverture au commerce et aux investissements internationaux, une bonne infrastructure et un accès satisfaisant aux marchés extérieurs et intérieurs. Les pays pourraient aussi envisager différentes manières de promouvoir des arrangements sous-régionaux et régionaux au sujet d'activités manufacturières communes avec la participation des PME des sous-secteurs choisis. Les pays pourraient également diffuser des renseignements sur les

possibilités d'investissements en coentreprise dans les secteurs des composants et les autres secteurs fournisseurs qui sont souvent difficiles à connaître pour les investisseurs étrangers. Des mesures spéciales pourraient être prises par la CESAP pour déterminer quels domaines d'activités industrielles pourraient faire l'objet d'une promotion au titre de la Coopération économique Bangladesh-Inde-Myanmar-Sri Lanka-Thaïlande, du Programme spécial pour les économies d'Asie centrale et des autres groupements régionaux et sous-régionaux.

44. De même, dans le domaine de l'investissement étranger direct, l'expérience acquise montre que les incitations généreuses que les pays en développement ont accordées pour attirer l'investissement étranger direct ont amenuisé leurs recettes sans pour autant peser d'un poids très lourd dans les décisions d'investissement des sociétés multinationales. De plus, la crise économique et financière traversée par la région a montré qu'il n'est pas dans l'intérêt des pays d'attirer sans discrimination n'importe quelle forme de capitaux étrangers. La qualité de l'investissement étranger est peut-être plus importante que son volume. Pour ces raisons, avec le soutien des organisations régionales comme la CESAP, les pays doivent chercher spécialement à attirer les investissements dans les secteurs où ils possèdent un avantage comparatif, choisir des projets qui enrichiront le savoir-faire technologique interne et établir un mécanisme qui décourage les grands mouvements de capitaux à court terme, instables par nature et donc capables de déstabiliser le système financier d'un pays. Il faut cependant agir avec prudence pour veiller à ce que les projets soient sélectionnés pour leurs qualités objectives, en évitant la recherche de rentes et les retards administratifs au stade de la sélection. La CESAP pourrait aider les pays à identifier les secteurs où existe la possibilité de promouvoir les complémentarités industrielles entre des pays déterminés et organiser des forums des investissements pour faciliter le dialogue entre les organismes de promotion des investissements, les entreprises des secteurs sélectionnés et les responsables publics.

45. Les organisations et les groupements régionaux et sous-régionaux comme la CESAP, l'ASEAN et la SAARC devraient entreprendre des activités pour promouvoir l'adoption des technologies de l'information. Les organisations et organismes régionaux et mondiaux devraient lancer des activités, et renforcer celles qui existent, dans les domaines du partage des informations, de la valorisation des ressources humaines et de la création de capacités pour améliorer l'accessibilité et favoriser l'adoption des technologies de l'information et des communications.